

Entraînement sur le chapitre d'économie n°6

Les politiques économiques de l'Etat et les contraintes

Terminale STMG2

Document 1 : Les relances budgétaires efficaces

LES MESURES budgétaires, telles que la réduction des impôts et l'augmentation des dépenses, sont un élément essentiel de la réaction des gouvernements à la crise financière mondiale.

Tous les pays du Groupe des Vingt (le G-20 — voir encadré) ont pris des initiatives budgétaires pour contrecarrer la récession déclenchée à la mi-2007 par une crise financière et bancaire née sur le marché américain du crédit immobilier. Destinées à stimuler la demande globale, elles devraient s'élever à quelque 2 % du PIB des pays du G-20 en 2009 et à 1,6 % en 2010 (FMI, 2009).

Ces politiques budgétaires expansionnistes ont commencé à compenser la baisse de la demande privée dans les pays du G-20, mais il est trop tôt pour dire si elles raccourciront la récession et favoriseront la croissance à moyen terme. Est-il important pour les trois ou cinq prochaines années que les gouvernements recourent à la baisse des impôts ou à la hausse des dépenses pour combattre la récession? Qu'ils réduisent les impôts sur la consommation plutôt que sur le revenu, ou encore qu'ils dépensent soit pour la consommation courante, soit pour investir? Nous examinons ces questions en utilisant des données historiques relatives aux crises bancaires passées

Les principales économies du monde

Ce que l'on appelle le Groupe des Vingt (G-20) inclut nombre des plus grandes économies — avancées et émergentes — et représente quelque 80 % de la production et des échanges mondiaux. Le G-20, qui comprend 19 pays et l'Union européenne, est devenu le principal forum où les économies dominantes examinent la conjoncture mondiale et les actions collectives éventuellement nécessaires. Les économies avancées du G-20 sont l'Allemagne, l'Australie, le Canada, la Corée du Sud, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni. Les économies émergentes sont l'Afrique du Sud, l'Arabie Saoudite, l'Argentine, le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, la Russie et la Turquie.

qui ont causé des contractions plus fortes et durables de l'activité que celles dues à l'économie réelle (Baldacci, Gupta, and Mulas-Granados, 2009).

Dégradation des soldes budgétaires

Les mesures prises à l'encontre de la récession mondiale ont accru les déficits publics. De plus, la baisse de l'activité et de la valeur des actifs a réduit les recettes et augmenté les charges de programmes sociaux comme l'assurance chômage. On prévoit que les soldes budgétaires des pays du G-20 se dégradent en moyenne d'environ 7 % du PIB en 2009, comparativement à la période précédant la crise. Les dispositions discrétionnaires représentent près d'un tiers de cette aggravation. La stimulation délibérée a été un peu plus forte dans les pays émergents, où les politiques sociales et les recettes publiques sont limitées. Dans les économies avancées du G-20, en revanche, le gonflement des déficits résulte surtout de la hausse automatique des dépenses au titre des dispositifs sociaux en vigueur, comme l'assurance chômage et l'aide sociale.

L'essentiel de la stimulation a consisté en une majoration des crédits budgétaires. En 2009, plus des deux tiers des mesures discrétionnaires ont été des dépenses et le reste des réductions d'impôts. Les investissements en infrastructures représentent près de la moitié de la stimulation dans les économies émergentes du G-20, contre à peu près 20 % dans les économies avancées. Les allègements fiscaux, notamment sur les sociétés et les revenus personnels, sont un élément significatif de la relance budgétaire dans les économies avancées.

Récessions et politique budgétaire

Le rôle de la politique budgétaire et monétaire face à un repli de l'activité a été beaucoup étudié. Elle s'oppose aux effets de la baisse de la production en phase de récession, de contraction du crédit et de recul des prix d'actifs (Claessens, Kose, and Terrones, 2008). La politique budgétaire s'avère particulièrement efficace pour réduire la durée des récessions. On peut en conclure qu'une

Source : imf.org

Document 2 : Politique budgétaire et viabilité de la dette

Politique budgétaire et viabilité de la dette

Toutefois, l'insuffisance de la marge de manœuvre — c'est-à-dire de l'aptitude à dépenser plus sans compromettre la solvabilité budgétaire — et les préoccupations de viabilité de la dette publique peuvent limiter l'efficacité des mesures de relance pendant les crises. L'absence de latitude dans les pays dont le ratio dette publique/PIB est élevé avant la crise ne fait pas que gêner l'application de politiques anticycliques; elle affaiblit aussi l'efficacité de la stimulation et la qualité de la performance budgétaire. Ainsi, dans les pays assez lourdement endettés, les crises ont duré presque un an de plus; les effets bénéfiques de l'expansion budgétaire ont été annulés par le niveau élevé d'endettement. Nos simulations montrent qu'une dette initialement élevée complique la sortie de crise et limite la possibilité de soutenir la croissance par une gestion budgétaire expansionniste. On trouve des résultats analogues pour les pays à bas revenu par habitant, car leur faible marge d'action, leur moindre capacité technique pour appliquer une stimulation et leur plus forte exposition aux risques macroéconomiques — notamment aux chocs externes — réduisent la portée des relances budgétaires pendant les crises. ■

Source : imf.org

Questions :**Doc 1**

1. Qu'est-ce qu'une politique budgétaire et en quoi consiste-t-elle ?
2. Comment les pays du G-20 comptent-ils contrecarrer la récession déclenchée par la crise financière et bancaire de 2007 ?
3. Comment appelle-t-on une politique budgétaire qui vise à sortir d'une période de récession ? (Plusieurs termes possibles)
4. Que peut faire l'Etat au niveau de son budget pour contrecarrer une période de récession de l'économie ?
5. Quel risque l'Etat prend-il en menant cette politique ?
6. Le niveau d'endettement d'un pays dégrade-t-il l'efficacité des politiques budgétaires de relances ? Pourquoi ? **Doc 2**

Synthèse (30 lignes attendues) **Doc 1 et 2 + Cours****Réaliser une introduction de 30 lignes**

Par quels moyens l'Etat peut-il agir sur les cycles de l'économie ? (Récession, expansion)

Un cycle peut se définir comme l'état d'une économie à un instant T.

Plan proposé :

- I. L'Etat peut agir sur les cycles de l'économie à l'aide de son budget
- II. L'Etat est limité dans sa politique budgétaire (contraintes européennes « dette publique »)